



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **11 octobre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le quatre octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 27

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119), Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126), Nicole **LANGLOIS**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Damien **GUILLARD** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Jean-Luc HEBERT
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine VEERAYEN
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Retardés : 2

Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119)
Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126)

Secrétaire de séance

Nicolas **BERTIN** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

2021.10/126

RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT – CONTRAT DE PROJET – CONSEILLER NUMÉRIQUE – ADOPTION – AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – En application de l'article 3 II. de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

En parallèle, l'État a développé le projet France Relance avec un objectif notamment de travailler sur l'inclusion numérique. En effet, 13 millions de Français rencontrent des difficultés avec les usages numériques. Pour les accompagner, l'État finance la formation et le déploiement de 4000 Conseillers Numériques sur l'ensemble de la France.

La Ville de Montivilliers souhaite bénéficier de cette opportunité afin de rendre le numérique accessible à chaque personne et à lui transmettre les compétences numériques qui seront un levier de son inclusion sociale et économique :

- Sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques (lutte contre les fausses informations en s'informant et en apprenant à vérifier les sources, protection des données personnelles, maîtrise des réseaux sociaux, usages numériques des enfants / adolescents, mécanismes excessifs ou addictifs liés au numérique, etc.) ;
- Soutenir les habitants dans leurs usages quotidiens du numérique : découvrir et utiliser les outils de messagerie électronique (envoi classique, envoi de pièces jointes, réception, réponse et gestion), découvrir et utiliser les réseaux sociaux, découvrir, installer et utiliser les logiciels de communication sur les outils numériques (Skype, WhatsApp, etc.), acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin, etc. ;
- Accompagner dans la réalisation de démarche administrative en ligne (trouver un emploi ou une formation, suivre la scolarité de son enfant, accéder aux services en ligne communaux et nationaux, etc.) ;

Le conseiller numérique aura ainsi pour mission d'accompagner les habitants dans leur appropriation des usages numériques quotidiens.

Le conseiller numérique est recruté dans le cadre d'un contrat de projet, mis à disposition du CCAS qui œuvre au quotidien pour aider socialement les habitants.

Allouée sous forme de subvention, la prise en charge de l'État permet de rémunérer le conseiller numérique pendant la durée du contrat. La collectivité s'engage à mettre à disposition du conseiller numérique les moyens et équipements nécessaires à la réalisation de ses missions. Elle s'engage également à laisser partir le conseiller numérique en formation obligatoire. La formation est de 105 heures au minimum et constitue un préalable nécessaire à la mise en œuvre des missions.

Recruté pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} septembre 2021 à temps complet, le conseiller numérique est classé en catégorie B sur le grade de rédacteur, rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur sur l'indice brut 372 (majoré 343).

Dans cette optique, je vous propose d'adopter cette délibération afin de permettre à notre ville d'accueillir un conseiller numérique en contrat de projet :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3 II,

VU le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique l'avis ;

VU le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;

VU l'avis du comité technique en date du 27 septembre 2021 ;

VU l'avis émis par le comité national de sélection du 19 mai 2021 sur l'éligibilité de la candidature de la Ville de Montivilliers au dispositif des conseillers numériques

VU le budget de l'exercice 2021 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la création d'un contrat de projet ainsi que sur les modalités de recrutement,
- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le contrat de projet est prévu pour répondre à un besoin temporaire, il prendra donc fin lors de la réalisation du projet pour lequel il a été conclu à savoir accompagner les habitants à l'utilisation des outils numériques pendant une période de 2 années,
- Que l'emploi à temps complet est classé en catégorie B, sur le grade de rédacteur et est rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur,
- Que le régime indemnitaire institué par la délibération du 10 décembre 2018 est applicable.

VU le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De créer un emploi de conseiller numérique sous la forme d'un contrat de projet pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} septembre 2021, à temps complet, selon les modalités du dispositif Conseiller Numérique France services;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement et au parcours professionnel du conseiller numérique ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2021

Reçu en préfecture le 08/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20211004-M_DE211004_126-DE

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget Principal

Chapitre 12

Nature 6413

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.